

Juin 2013



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

F

CONFERENCE

Trente-huitième session

Rome, 15-22 juin 2013

Vingt-huitième Conférence McDougall

Discours en l'honneur de Frank L. McDougall

prononcé par

M. Amartya Sen

Professeur à l'Université Thomas W. Lamont et

Professeur d'économie et de philosophie à l'Université de Harvard

Pourquoi la faim a-t-elle atteint de telles proportions dans le monde?

1

C'est un grand privilège pour moi que d'avoir l'honneur et l'occasion de prononcer cette année le discours de la Conférence McDougall à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Toute ma gratitude va au Directeur général, M. José Graziano da Silva, que je remercie de m'avoir invité.

Il est difficile d'estimer avec un tant soit peu de précision le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde. Il y a en effet, non seulement différentes méthodes de calcul de cette estimation, mais aussi plusieurs définitions de la faim et de la dénutrition. En revanche, ce qui est tout à fait clair, c'est que, quelle que soit la méthode retenue pour effectuer notre calcul de l'incidence de la faim dans le monde actuel, nous allons obtenir à coup sûr des chiffres très élevés, à moins que nous choissions de ne pas tenir compte de la masse d'informations tout à fait parlantes dont nous disposons à ce sujet, ou que nous retenions une définition très particulière de la faim. Il serait stupide – et déplorable – d'attendre de connaître avec exactitude le nombre de personnes qui en souffrent sur terre pour commencer à en rechercher les causes. Comme l'a noté Aristote, il ne faut exiger dans chaque genre de recherche que «le degré de précision compatible avec la nature du sujet; en effet, on ne doit pas chercher dans tous les ouvrages de l'esprit une précision égale, non plus que dans toutes les professions manuelles»¹.

Nous pouvons nous faire une idée de l'ampleur du problème si nous commençons par l'estimation établie par le Hunger Project, selon laquelle il y a 870 millions de personnes sur terre dont on peut effectivement dire qu'elles sont privées de nourriture et affamées. Là encore, il faut savoir que ce chiffre doit être considéré comme tout à fait approximatif, mais il est difficile de ne pas être profondément préoccupé par le nombre de personnes vivant dans des conditions de faim et de sous-alimentation, à savoir

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mg856f

bien plus d'une personne sur 10 sur terre. Il est également important de noter que, d'après la même source, 60 pour cent des personnes souffrant de la faim sur la planète sont des femmes et que, dans les pays en développement, un enfant sur six présente un déficit pondéral clinique à la naissance, ce qui est très préoccupant.

Les différents aspects de la faim et ses conséquences aussi lourdes que variées constituent une abondante matière à discussion, mais la première question à se poser est peut-être celle-ci : pourquoi la faim a-t-elle atteint de telles proportions sur la planète ? Aujourd'hui, le monde est beaucoup plus riche qu'avant, que l'on considère les revenus moyens ou totaux ou la richesse. En effet, un grand nombre de personnes dans le monde ont un niveau de vie aujourd'hui que nos ancêtres auraient eu du mal à imaginer. Pourquoi cette opulence mondiale n'a-t-elle pas réglé les problèmes de la faim et de la sous-alimentation ? Cette question exige une réponse. Et la réponse dépend nécessairement de l'idée que nous nous faisons des causes de la faim ou de la manière de les théoriser. Il y a une quarantaine d'années, j'ai voulu employer un concept que j'ai appelé «food entitlement» [droit, ou faculté, d'accès à la nourriture] pour expliquer les famines et je crois pouvoir affirmer qu'il est assez plausible que cette notion ait été de quelque utilité pour expliquer les déclencheurs des famines observées et le contexte dans lequel celles-ci s'inscrivent. Il semble naturel de se demander si le même concept, qui repose sur l'idée de droit d'accès en général et de droit d'accès à l'alimentation en particulier, aide à expliquer la persistance de la faim régulière et diffuse (par opposition aux famines périodiques ou ponctuelles) dans notre monde relativement prospère. Au vu de travaux antérieurs, il est manifeste que, pour expliquer l'inanition en particulier, mais aussi la faim de manière plus générale, il est utile de se pencher sur le défaut d'accès des personnes. Ma réflexion s'inscrit dans ce raisonnement.

Cependant, pour ne rien vous cacher – surtout dans le contexte d'une conférence prononcée à la FAO –, je dois vous dire que, lorsque j'ai été présenté, en 1981, au Directeur général de la FAO peu après la publication de mon livre sur cette question – *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*ⁱⁱ –, le Directeur général m'a dit que mon livre était sans conteste le pire ouvrage sur la faim et la famine qu'il ait jamais lu. Évidemment, j'ai trouvé le jugement quelque peu déconcertant. Mais, je tiens aussi à préciser que ce que j'avais écrit dans mon livre était très critique vis-à-vis du mode d'estimation de l'incidence de la faim et de la probabilité de famine uniquement fondé sur des données relatives aux disponibilités alimentaires par personne, qui était la méthode suivie à l'époque à la FAO. Je pense que j'aurais été tout aussi abasourdi si la FAO m'avait tressé des lauriers. Je me suis dit en mon for intérieur que je me distinguais au plus haut point par le fait que j'étais l'auteur de l'ouvrage le plus absolument mauvais jamais écrit sur une question qui avait fait couler tant d'encre. Je suis donc tout particulièrement reconnaissant à l'actuel Directeur général de m'avoir donné une deuxième chance à la FAO.

Je vais d'abord exposer brièvement l'idée d'accès aux aliments, en analysant en quoi cette notion diffère de la disponibilité alimentaire par habitant, et aussi la façon dont ces deux concepts sont liés entre eux, si tant est qu'ils le soient. Nous allons aussi voir comment tout cela peut contribuer à expliquer la persistance de la faim à grande échelle dans le monde, et nous pencher par ailleurs sur les mesures correctives qui pourraient être prises au vu d'un diagnostic reposant sur un raisonnement approprié, qui est une question tout aussi importante.

2

Le concept de base du droit d'accès à la nourriture est extrêmement simple et élémentaire. Étant donné que les aliments et autres produits ne sont pas distribués gratuitement aux personnes, la consommation en général – et la capacité de consommer des aliments en particulier – dépendent nécessairement du panier de biens et services de chacun. Dans une économie de marché, la variable primordiale est la quantité d'aliments qu'une personne peut acheter sur le marché, ou qu'elle possède directement car elle l'a produite sur sa propre parcelle de terre (c'est particulièrement pertinent pour un propriétaire-producteur vivrier). La présence d'aliments aux niveaux mondial, national ou même local ne résout aucunement pour une personne victime de la faim le problème d'avoir à manger. Ce que nous pouvons acheter est fonction de notre revenu et celui-ci dépend quant à lui de ce que nous avons à vendre (c'est-à-dire les services que nous pouvons offrir, les biens que nous produisons ou la capacité de travail que nous avons à vendre et que nous réussissons à vendre au travers du salariat). La quantité d'aliments et

d'autres biens de première nécessité que nous pouvons acheter dépend de notre situation au regard de l'emploi, du montant de nos salaires et autres rémunérations et des prix des aliments et autres produits que nous achetons avec nos revenus. La faim et l'inanition, comme j'ai essayé de le montrer dans mon livre de 1981, tiennent au fait que certaines personnes n'ont pas suffisamment de nourriture – elles ne signifient pas qu'il n'y a assez de nourriture dans le pays ou la région considérés.

Il y a une variable cruciale ici, qui est la «série d'accès» à des ensembles d'autres produits que nous pouvons acheter (ou posséder). Parmi cette série d'accès, la famille peut choisir n'importe lequel des paniers de substitution qui sont à sa portée. Les quantités d'aliments de chaque panier déterminent ce qu'une famille donnée est en mesure de manger, et cela détermine à son tour si les membres de cette famille sont ou non obligés de mourir de faim.

De quoi sont tributaires nos droits d'accès? Dans une économie de marché, ils doivent nécessairement dépendre notamment, des ressources dont nous disposons, de nos dotations: notre puissance de travail et les terres et autres biens de production que nous possédons, que nous pouvons soit utiliser directement nous-mêmes pour la production, soit vendre sur le marché. Ils sont aussi tributaires des débouchés que le marché offre pour notre travail et pour les biens et services que nous pouvons vendre, et des prix et des disponibilités des aliments et autres produits que nous espérons acheter avec l'argent que nous gagnons. Le fait d'avoir suffisamment à manger ou d'être condamnés à avoir faim dépend de nos dotations et des conditions de production et d'échange qui, ensemble, déterminent nos droits d'accès. Si nous ne sommes pas en mesure d'acheter suffisamment à manger pour nous rassasier, alors nous sommes obligés d'avoir faim.

La faim et l'inanition sont provoquées en premier lieu par un défaut de droit d'accès. Il ne s'agit pas de la seule cause possible, car la faim et l'inanition peuvent également avoir d'autres sources, elles peuvent par exemple résulter du choix délibéré de jeûner pour des raisons religieuses ou politiques. Cependant, la faim et l'inanition découlent habituellement d'une privation involontaire liée à l'insuffisance de nos droits d'accès.

Cela vaut pour la faim d'une famille et des individus qui la composent. À partir de là, nous pouvons passer à des catégories plus vastes, par exemple une communauté, ou plus étroites, comme les divers membres d'une famille. Commençons par la communauté. Le défaut d'accès peut toucher une communauté et, d'ailleurs, il y a des famines qui sont déclenchées par une perte importante de droits d'accès d'un ou de plusieurs groupes professionnels et qui privent ceux-ci de la possibilité de disposer d'aliments et d'en consommer. Il s'agit de défaillances d'accès au niveau d'un groupe. Une remarque analogue peut être formulée au sujet de la sous-alimentation généralisée, qui peut être très proche d'une famine, mais qui peut néanmoins refléter des insuffisances de droit d'accès au niveau collectif. Il en découle que, dans cette perspective, l'étude des phénomènes liés à la faim, qui vont des famines graves à une sous-alimentation persistante non extrême, appelle des analyses des défauts de droit d'accès et des insuffisances des droits d'accès des familles dans les communautés touchées.

Nous pouvons aussi passer de la famille à l'individu. Dans une famille, tous les membres ne gagnent pas un revenu – il faut exclure les nourrissons, éventuellement les personnes très âgées, et, dans de nombreuses sociétés, les femmes peuvent travailler à la maison (et elles font parfois un travail très dur aussi), mais elles ne font pas «bouillir la marmite» comme on dit familièrement, c'est-à-dire qu'elles n'apportent pas à la maison de revenu obtenu dans l'économie de marché. La situation des personnes au sein de la famille dépendrait des règles régissant la répartition des aliments au sein de la famille. Même si les membres de la famille qui «font bouillir la marmite» en gagnant un revenu ne seraient peut-être pas en mesure de faire leur travail à l'extérieur et de gagner un revenu s'ils devaient en plus s'occuper des travaux ménagers (notamment pour les soins aux enfants, aux personnes âgées et aux malades) et, même si le travail à la maison est un élément essentiel du processus d'obtention d'un revenu à l'extérieur, les conventions sociales dans la plupart des pays du monde ont tendance à établir une discrimination en faveur de ceux qui gagnent un revenu et en défaveur de ceux qui travaillent à la maison et rendent ainsi possible le travail à l'extérieur des premiers.

L'analyse des droits d'accès doit donc être étendue pour aller au-delà des droits d'accès juridiques liés à la propriété et couvrir également des questions telles que l'utilisation des normes sociales et des conventions établies de partage, qui peuvent déterminer qui est censé avoir «droit» à quoi. Par exemple, la

tendance caractéristique dans les sociétés sexistes à considérer que les femmes ont moins droit à l'attention à l'intérieur de la famille que les hommes, ou que les filles ont moins droit à de bons aliments – ou à de bons soins de santé – que les garçons, montre à quel point il est nécessaire d'élargir l'idée du droit d'accès en passant de déclarations juridiques formelles à des normes socialement acceptées qui pourraient faire que certains membres de la famille plus que d'autres souffrent de privations. Ces conventions sociales et normes en matière de partage des aliments et autres produits exigent une résistance et une opposition, mais, pour expliquer la faim et l'inanition dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, nous devons prendre acte de la puissance de ces usages, dont l'importance peut être critique pour l'étude des problèmes de répartition entre les femmes et les hommes et pour comprendre la probabilité des privations particulières des filles par rapport aux garçonsⁱⁱⁱ.

3

Comment la production d'aliments se rattache-t-elle à la notion d'accès à la nourriture? La production alimentaire est bel et bien un levier important qui a une incidence sur la faculté d'accès à l'alimentation. Une production alimentaire faible peut avoir un impact considérable sur la faim et l'inanition. Par exemple, une famille de paysans peut se retrouver en situation de famine parce que sa production chute à cause de la sécheresse ou d'une inondation. Dans une chaîne de causalité différente, une famille de salariés peut avoir faim à cause d'une flambée des prix des denrées alimentaires imputable à une mauvaise récolte. Considérons un autre déterminant: les personnes qui travaillent dans le secteur de la production agricole peuvent être confrontées à la faim ou à la famine si elles perdent leur emploi à cause d'une réduction de la production. Ce déterminant peut jouer aussi dans la production non agricole. Mais la production alimentaire et agricole ne peut qu'être un déterminant important de la faculté d'accès à l'alimentation des personnes, et ce déterminant peut intervenir de diverses manières.

Cela doit être dit aussi clairement que possible, en particulier parce que l'accès à l'alimentation a parfois été compris – bien à tort – comme un phénomène totalement indépendant de la production alimentaire et agricole. Il ne saurait en être ainsi à aucun titre. Comment expliquer, sinon, que le droit d'accès à l'alimentation soit apparu comme une ligne d'analyse «nouvelle» de la faim et de la famine – très différente de l'analyse de ces calamités en termes de problèmes de production alimentaire? De quoi veut-on parler quand on considère les concepts nouveaux de diminution de la production alimentaire et de défait de droit d'accès comme fondamentaux pour analyser les famines et la faim?

Il ne faut pas chercher bien loin la réponse. Si l'accès à l'alimentation ne peut pas être dissocié de la production alimentaire, ce ne sont pas pour autant des concepts concordants, ni même voisins. La production d'aliments a une incidence sur la faculté d'accès à l'alimentation, mais ce n'est pas le seul déterminant. Et la production alimentaire n'est pas forcément le déterminant le plus important de l'accès. En effet, une famine peut se déclarer ou une situation de faim peut éclater sans qu'il n'y ait la moindre diminution de la production de denrées alimentaires. Ainsi, ce n'est pas seulement le cas quand l'impact de la production alimentaire sur la faim et l'inanition joue par l'influence qu'elle exerce sur les droits d'accès respectifs des personnes concernées (pas indépendamment de celles-ci), mais, parfois, la faculté d'accès à la nourriture d'une personne ou d'un groupe peut se réduire très nettement sans qu'il n'y ait de diminution importante – voire sans qu'il n'y ait de diminution du tout – de la production alimentaire. Même si la production d'aliments est l'un des déterminants de l'accès à l'alimentation, nous ne pouvons bien comprendre les famines ni la faim si nous limitons notre champ de recherche à la seule production alimentaire.

Dans mon premier livre sur les famines, *Poverty and Famines*, je présentais plusieurs exemples de famines qui avaient eu lieu sans baisse importante de la production alimentaire (ainsi la famine du Bengale de 1943 ou les famines de 1973 en Éthiopie), et même des exemples de famines qui avaient eu lieu à des moments de disponibilité record de denrées alimentaires (comme la famine au Bangladesh en 1974). Il est particulièrement important d'insister sur le fait qu'une famine ou une situation de famine extrême ou de sous-alimentation généralisée peuvent se produire même en l'absence de problèmes de production alimentaire car les politiques publiques et le débat populaire sont souvent entièrement axés sur les problèmes de production alimentaire, ce qui peut fausser les politiques et créer de la confusion dans les

débats. Cette confusion et ce mauvais cadrage de la question peuvent avoir un prix fort élevé en vies humaines et en souffrances.

Il est primordial d'éviter l'erreur de considérer, d'une part, que la faim est provoquée entièrement par des problèmes de production alimentaire et, d'autre part, que la production alimentaire n'a pas du tout d'incidence sur la faim. En 1981, quand j'essayais de mettre en avant l'analyse de l'accès, j'étais éminemment conscient – et j'en ai d'ailleurs parlé – du lien entre faim et production alimentaire. Mais, à ce moment-là, le lien entre la faim et les facteurs autres que la production alimentaire qui influent sur la faculté d'accès à l'alimentation et, partant, la faim, n'intéressait guère.

La tendance à rapporter la question uniquement à la production alimentaire posait un problème grave aux responsables politiques lucides et soucieux de combattre la faim, la famine et l'inanition. Par exemple, il était nécessaire de montrer en quoi la faim et l'inanition peuvent naître du chômage ou de l'effondrement des marchés s'agissant de certains produits particuliers dont la vente est déterminante pour nos revenus externes, ou encore d'une hausse brutale des prix des denrées alimentaires induite par une augmentation de la demande d'aliments. Il était aussi nécessaire de préciser que l'indicateur malthusien de la disponibilité d'aliments par habitant peut être terriblement trompeur – et donc très dangereux – en particulier parce qu'une valeur élevée de disponibilité alimentaire par habitant peut susciter un sentiment de sécurité infondé, susceptible de conduire à la passivité de l'État et, partant, à l'absence de mesures visant à prévenir des situations de faim ou de famine extrême. De fait, l'histoire abonde en exemples d'erreurs politiques imputables à une mauvaise compréhension de la causalité des famines.

Il est juste d'affirmer que ces questions ont été abondamment abordées depuis quelques décennies. Elles sont certainement bien mieux comprises aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en 1981. D'ailleurs, nous sommes peut-être bien parvenus à un stade où nous pourrions légèrement déplacer le point d'équilibre où mettre l'accent. Bien sûr, dire que la faim est provoquée par la pauvreté est exact et il est tout aussi juste d'établir un lien entre la famine extrême, d'une part, et le manque de pouvoir d'achat et l'insuffisance des revenus, d'autre part. Mais il est également important de reconnaître que la production et la disponibilité d'aliments peuvent jouer un rôle important en ceci qu'elles sont l'un des facteurs pertinents qui ont une incidence sur la faculté d'accès aux aliments. Il est aussi, parfois, très important de s'assurer que l'offre alimentaire ne se retrouve pas à un niveau tellement en deçà de la demande du marché que les prix des denrées alimentaires montent en flèche et qu'il devienne ainsi difficile à beaucoup de personnes pauvres d'acheter de la nourriture. De fait, c'est bien souvent ainsi que la faim commence.

Pour avoir un tableau équilibré, nous devons donc nous assurer que nous donnons à la production d'aliments sa juste place, qui n'est pas la place la plus importante, mais qui n'est pas non plus une place totalement insignifiante. Sans commettre l'erreur d'identifier le droit d'accès à l'alimentation à la disponibilité d'aliments ni à la production d'aliments et sans considérer que la production alimentaire puisse être le seul déterminant sérieux ayant une incidence sur la faculté d'accès à l'alimentation, nous devons aussi nous assurer que l'influence de la production alimentaire, en tant que l'un des principaux déterminants de l'accès à la nourriture, est comprise par un grand nombre de personnes. L'existence d'une erreur ne saurait justifier qu'on commette l'erreur opposée. C'est l'une et l'autre que nous devons éviter.

4

En quoi ces réflexions éclairent-elles les problèmes associés à l'alimentation et à la faim à l'époque actuelle? Je répondrai qu'elles sont très pertinentes dans la mesure où elles mènent à une compréhension plus profonde des répercussions négatives de la faim dans le monde moderne et servent de base à l'élaboration de remèdes concrets et suffisamment diversifiés. En dernière analyse, la cause prépondérante de la faim n'est autre que la pauvreté. Certes, il faut aussi blâmer l'influence notable des conventions qui président à la répartition des ressources et des possibilités offertes à chacun au sein de la famille – notamment sur le plan de l'alimentation et des soins de santé. Mais l'un des principaux facteurs de la persistance de la faim dans le monde est bien la persistance écrasante de la pauvreté, en dépit même de la prospérité croissante que nous connaissons si nous considérons les totaux et les moyennes. En effet, cette pauvreté est souvent exacerbée par des problèmes imputables à la chaîne de production alimentaire, par exemple lorsque l'offre ne permet pas de satisfaire la demande, d'où une augmentation des prix qui rend encore plus démunies bien des familles dont le revenu devient alors insuffisant. Autre exemple,

nombreux sont ceux qui gagnent leur vie en produisant des denrées alimentaires ou qui sont employés par les entreprises qui fabriquent ou traitent ces denrées. Aussi, toute déficience sur le front de la production va-t-elle de pair avec une contraction des revenus et des droits d'accès, notamment à l'alimentation.

Penchons-nous sur les problèmes qui sont les causes profondes de la faim dans le monde d'aujourd'hui, en les sériant par grandes régions. En Asie, la faim fait encore des ravages, mais la principale explication de ce phénomène qui touche le continent dans son ensemble ne réside pas – du moins pas principalement – dans des difficultés liées à la production alimentaire. À dire vrai, la production alimentaire par habitant continue de croître en Asie et, si j'en juge par les statistiques de la FAO, je constate que, même en 2011, la production alimentaire par habitant y était en augmentation de 15 pour cent par rapport à 2006. Pour expliquer l'incidence élevée de la faim en Asie – sachant que c'est en Inde que l'on enregistre le plus grand nombre de victimes de ce fléau, en nombre absolu – il faut chercher ailleurs, c'est-à-dire pas nécessairement du côté de la production alimentaire.

En Europe et en Amérique, la production alimentaire par habitant n'augmente pas rapidement, mais les revenus y sont suffisamment élevés – à quelques exceptions près en Amérique latine – pour que la plupart des gens aient de quoi se procurer assez de nourriture pour être protégés au moins contre les formes de famine les plus intenses.

En revanche, l'Afrique n'est pas particulièrement riche, pas plus qu'elle n'enregistre une augmentation régulière de la disponibilité alimentaire par habitant, comme c'est le cas de l'Asie. Entre 2004-2006 et 2011, la production alimentaire moyenne par habitant n'a augmenté que de 4 pour cent en Afrique – et, en 2010, elle était inférieure de 2 pour cent à la moyenne de référence. Lorsqu'on analyse les causes de la persistance de la faim sur ce continent, il est difficile de ne pas conclure que la stagnation de la production alimentaire fait partie des plus significatives d'entre elles. Il est donc justifié d'attacher de l'importance aux initiatives politiques qui ont pour effet de stimuler la production alimentaire avec plus de vigueur que cela n'a été le cas jusqu'à maintenant.

Ce constat tendrait à suggérer que les personnalités à l'origine de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, placée entre autres sous l'égide du Premier Ministre David Cameron, ont identifié l'un des enchaînements causaux auxquels nous devons nous attaquer. Et il y a certainement là de quoi se réjouir. Mais si l'on ne peut pas encore crier victoire, c'est parce que, pour faire disparaître la faim, même en Afrique, il nous faut encore remédier à bien d'autres problèmes que la seule faiblesse de la production alimentaire locale. On se heurte pour commencer à l'écueil gigantesque que représente le mode de répartition des ressources entre familles et au sein des familles et, si l'on se contente d'accroître la production alimentaire – quels que soient les moyens mobilisés pour cette seule cause –, cela ne contribuera guère à atténuer des privations et un dénuement tenaces, qui vont de pair en Afrique avec la faim et la dénutrition.

En second lieu, les diverses méthodes d'intensification de la production alimentaire n'ont pas toutes exactement le même impact sur les populations potentiellement exposées à la faim. Si l'on mise tout sur l'augmentation de la production alimentaire, sans se préoccuper en parallèle des revenus ni de l'emploi, le problème de la faim, provoquée par un déficit d'accès, ne sera pas réglé avec la même efficacité que si l'on avait privilégié une approche économique «à double foyer», associant à l'objectif général de développement de la production agricole et alimentaire le souci d'ouvrir de nouvelles possibilités d'accès aux denrées alimentaires.

En troisième lieu, l'Afrique doit également réfléchir aux avantages qu'elle tirerait de filières de production plus variées – qui la rendraient d'autant moins vulnérable. Pour assurer sa stabilité économique et sa sécurité à long terme, il est crucial qu'elle se diversifie sur le plan économique. Et pour cela, il faudra briser le tabou qui consiste à opposer un refus catégorique à toute velléité d'industrialisation rapide du continent. Lorsque les revenus d'une personne augmentent, celle-ci peut s'acheter de quoi manger, quand bien même les revenus en question proviennent de l'industrie et la nourriture d'ailleurs. Un programme d'industrialisation ne va pas sans poser de gros problèmes d'organisation et de formation aux compétences requises pour le faire fonctionner, mais il n'y a absolument aucune de raison d'imaginer que les Africains, contrairement à tous les autres peuples de la planète, seraient pour une raison ou une autre incapables de s'industrialiser avec succès. Faire de ce point de vue l'équivalent d'une Table de la Loi, c'est, je le crains, pratiquer une étrange forme de racisme.

En quatrième lieu, pour réaliser le changement économique et social nécessaire à l'élimination de la faim en Afrique, il faut prendre conscience qu'il est important de mettre un terme aux conflits militaires et civils, de faire progresser la démocratie et de créer des institutions permettant d'agir dans le cadre des marchés. Le rôle des politiques publiques est également de faciliter le développement des soins de santé, la création de nouveaux centres de planification familiale, la généralisation de l'instruction élémentaire (notamment parmi les femmes) et l'adoption de mesures de protection sociale. Toutes ces avancées contribuent – directement ou indirectement – à la sécurité nutritionnelle, à la qualité des services médicaux et à l'amélioration de la situation économique générale, qui bénéficie notamment de la bonne santé du secteur agricole.

Lorsqu'on évalue la portée et le bien-fondé de la démarche privilégiée dans le cadre de la Nouvelle Alliance, un certain nombre d'interrogations majeures se font jour, qui nous conduisent à penser qu'il faut vraiment dépasser cette approche relativement étroite de la sécurité nutritionnelle en Afrique.

5

Qu'en est-il de l'Asie du Sud, autre région où la faim est endémique – en particulier en Inde, qui connaît pourtant une croissance économique élevée et une augmentation rapide du revenu par habitant? Dès qu'elle a acquis l'indépendance, l'Inde s'est prémunie sans tarder contre le retour de ces famines qui s'étaient succédé tout au long de la période durant laquelle le pays avait été sous domination britannique. Il était aisé d'y parvenir en restaurant des droits d'accès supprimés sous le Raj, par exemple au moyen de projets générateurs d'emploi à effet immédiat. L'Inde devenue démocratique, plusieurs partis politiques y coexistaient, le débat public était libre et les journaux n'étaient pas censurés: le Gouvernement a alors pris les mesures nécessaires pour étouffer dans l'œuf les famines potentielles avant qu'elles ne se déclenchent. Notons que la dernière famine de grande ampleur survenue en Inde remonte à 1943 – soit quatre ans avant l'accession à l'indépendance. En outre, la révolution verte a permis à l'Inde de progresser à grands pas sur le plan des approvisionnements alimentaires.

Pourtant, les résultats méritoires obtenus en matière de prévention des famines ne se sont pas accompagnés d'un succès analogue en ce qui concerne la faim endémique, phénomène dont la persistance généralisée assombrit la vie de centaines de millions d'habitants du pays. Non seulement certaines régions en connaissent des épisodes récurrents, mais ce fléau s'étend à presque toute l'Inde. En vérité, celle-ci est à cet égard encore moins bien lotie que l'Afrique subsaharienne elle-même. Les chiffres montrent que le taux général de sous-alimentation – ce qu'on appelle parfois la malnutrition protéino-calorique – est beaucoup plus élevé en Inde qu'en Afrique subsaharienne. Près de la moitié des enfants indiens souffrent, semble-t-il, de sous-alimentation chronique, et plus de la moitié des femmes adultes d'anémie.

Que devrait donc faire l'Inde – ou plutôt, que peut-elle faire ? Il importe au plus haut point de multiplier les possibilités offertes aux habitants de ce pays d'accéder à l'emploi sur une base durable (et non plus seulement en situation d'urgence) et de trouver d'autres moyens de répartir parmi le plus grand nombre les fruits de la croissance économique. L'Inde subventionne un programme de distribution de denrées alimentaires à une partie importante de la population, qui a besoin d'être consolidé et développé plutôt que réduit compte tenu des ressources limitées dont le Gouvernement dispose pour le mettre en œuvre. Mais l'Inde dépense bien plus d'argent public pour subventionner le gazole à l'intention de ceux qui ont les moyens de s'acheter des véhicules et autres engins qui utilisent ce carburant (une minorité de la population), le gaz à l'intention de ceux qui disposent des équipements modernes nécessaires pour s'en servir dans leur cuisine, ou encore l'électricité (gratuite pour ceux qui sont raccordés au réseau) qu'elle ne le fait pour subventionner la distribution de denrées alimentaires. Au passage, il convient de noter qu'un tiers des Indiens n'ont pas l'électricité.

De surcroît, la sous-alimentation n'est pas seulement une cause de maladie, elle peut aussi en résulter. Pour empêcher une sous-alimentation persistante, il faut accorder l'attention voulue aux soins de santé en général, et en particulier à la prévention des maladies endémiques qui nuisent à l'absorption des nutriments. Par conséquent, l'insuffisance de l'infrastructure de santé publique en Inde contribue directement à alourdir le bilan d'une sous-alimentation généralisée. Il existe aussi d'autres liens de cause à effet plus complexes. Des recherches médicales récentes ont fait apparaître les conséquences à long terme de la sous-alimentation maternelle, qui non seulement met en péril la santé des mères, mais peut aussi

provoquer de graves problèmes de santé chez les enfants dont le poids était insuffisant à la naissance, plus exposés que les autres aux maladies infantiles et – plus tard – aux maladies touchant les adultes. De fait, l'insuffisance pondérale à la naissance accroît les risques de maladies cardiovasculaires à l'âge adulte.

De nombreux éléments indiquent aussi que l'absence d'instruction élémentaire contribue à la sous-alimentation, en partie parce qu'il est important de maîtriser les connaissances et la communication, mais aussi parce que l'aptitude à obtenir un emploi et des revenus est fonction du niveau d'instruction. Les lacunes de l'infrastructure de santé publique et du système éducatif sont dommageables à bien des égards, et le handicap ainsi contracté se traduit, entre autres, par la pérennisation de la faim. Puisque l'Inde est dotée d'un système démocratique, rien n'est plus important aujourd'hui que d'engager des débats publics lucides sur les causes du dénuement dont souffre une partie de la population et sur la nature des interventions publiques susceptibles de porter leurs fruits. Or, bien que les médias soient libres dans une large mesure et que la presse nationale soit abondante et dynamique (il se lit en Inde plus de journaux chaque jour que dans n'importe quel autre pays du monde), la quantité d'articles et la couverture éditoriale consacrées à la faim, pourtant endémique, et aux remèdes envisageables sont étrangement limitées.

6

Pour conclure, l'existence de la faim généralisée dans le monde exige que soient analysés de manière critique les divers déterminants susceptibles d'amoindrir la faculté des personnes de disposer d'aliments et de restreindre l'aptitude de ces personnes à réduire et à vaincre la faim pour le bien de tous – enfants, femmes et hommes. Il faut suivre une approche plus large que celle qui consisterait à se restreindre au champ de la seule production alimentaire. La production d'aliments est certes un élément important parmi tous les facteurs qui ont une incidence sur la sécurité nutritionnelle des personnes et permettent d'éviter la faim, mais de nombreux autres facteurs entrent en jeu.

Compte tenu du fait qu'il existe différents déterminants qui agissent en même temps, il est impératif que nous n'isolions pas un facteur en particulier en nous concentrant dessus. L'idée selon laquelle il convient de faire une seule chose à la fois n'est jamais un conseil particulièrement judicieux quand il s'agit de politiques économiques et sociales, et il est même particulièrement pernicieux quand l'enjeu est de relever le terrible défi que représente l'ampleur démesurée de la faim dans le monde moderne. Nous devons faire beaucoup de différentes choses, ensemble.

ⁱ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, Livre un, partie iii, Jean Voilquin, Paris, Garnier, coll. Classiques, 1940.

ⁱⁱ *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation* (Oxford, Oxford University Press, 1981).

ⁱⁱⁱ Voir mes textes: «Gender and Cooperative Conflict», in Irene Tinker (sous la direction de), *Persistent Inequalities* (New York, Oxford University Press, 1990); «Missing Women», *British Medical Journal*, 304 (mars 1992); «Missing Women Revisited», *British Medical Journal*, décembre 2003; «Gender Inequality and Theories of Justice», in Martha Nussbaum et Jonathan Glover (sous la direction de), *Women, Culture and Development* (Oxford, Clarendon Press, 1995).